

I. - Le conseil de la révolution

LE MONDE | 04.02.1975 à 00h00 • Mis à jour le 04.02.1975 à 00h00 | MARCEL NIEDERGANG

Lisbonne. - " Nous devons être prudents, pragmatiques, attentifs à toutes les menaces, à tous les périls... La droite réactionnaire n'a pas renoncé. Et un certain radicalisme d'extrême gauche est préoccupant en raison des résonances qu'il peut avoir au sein des forces armées... " Le major Melo Antunes semble penser à voix haute. Son regard est machinalement fixé vers la fenêtre, d'où l'on aperçoit la cascade paisible des toits roses et bleu pastel du Bairro Alto, en contrebas du palais de Sao Bento. Ministre d'État après avoir été l'un des " sept " de la commission de coordination politique du Mouvement des forces armées, il est aujourd'hui l'une des personnalités les plus en vue du gouvernement provisoire.

Il a appartenu au petit groupe de jeunes officiers qui ont préparé le soulèvement du 25 avril, et il s'étonne encore que la police politique, la PIDE, si attentive aux déplacements des hommes de l'opposition, n'ait pas compris l'importance de la conspiration. Un mois avant l'heure H, quand le 5^e régiment de Caldas da Rainha s'est imprudemment lancé sur la route de Lisbonne, il a bien cru que tout était perdu. " Le 17 mars, nous pensions être tous arrêtés, et nous avons envisagé une retraite clandestine. "

Son analyse de la dynamique du Mouvement du 25 avril l'amène à penser que les Portugais ont la possibilité de bâtir une société démocratique " avec des connotations socialistes très marquées ". Les officiers des cadres moyens, qui ont réussi à abattre le régime Caetano plus facilement qu'ils ne l'escomptaient, avaient préparé un programme assez général et vague qui est devenu le " cadre d'action " du gouvernement.

C'est à l'expérience, confrontés avec les charges du pouvoir, vivant au jour le jour les réactions de la population, qu'ils ont médité sur leurs objectifs, sur la meilleure manière de réussir cette " nouvelle société " dont ils rêvaient en Afrique. " Des potentialités, impensables il y a dix mois, apparaissent. Bien des hommes du Mouvement pensent qu'il faut s'adapter à de nouvelles situations concrètes, où la gauche dispose de nouveaux moyens d'action. " Le major ne pense pas que les événements du 28 septembre et le départ du général Spínola ont permis une victoire complète de la " gauche ", mais ils ont favorisé " une plus grande homogénéité de l'équipe dirigeante " et davantage de " cohérence ".

Les hommes du M.F.A. - un peu moins de trois cents officiers sur les quatre mille de l'armée - avaient promis de rétablir les institutions démocratiques et d'organiser des élections libres dans un délai d'un an. Ce sera chose faite, sauf incidents de parcours qu'ils ne souhaitent pas, avant la fin d'avril. Ils voulaient jeter aux orties la tunique des colonisateurs et offrir l'indépendance aux populations des territoires d'outremer. Le processus est largement engagé.

Le M.F.A. est sur le point d'englober la totalité des forces armées, au prix de quelques mutations et de retraites anticipées, sans que l'optimisme de l'" avant-garde " militaire et politisée semble injustifié. Mais le Mouvement est également confronté, avant d'avoir terminé sa complète " stabilisation ", à des choix politiques, économiques, sociaux impliquant des options, des " modèles de société ".

Chargé de deux " dossiers " lourds, le plan économique de trois ans et la décolonisation en Angola, le major mesure aujourd'hui la distance qui sépare les constructions idéologiques des réalités gouvernementales. Des clivages, dus à des différences de tempérament plus qu'à des divergences politiques, commencent à apparaître dans les différents organismes de souveraineté où les militaires se retrouvent à huis clos sans les chefs de partis associés à leur entreprise.

Classé " à gauche " lorsqu'il était membre de la commission de coordination, le ministre fait figure maintenant de " modéré ". N'est-ce pas la même évolution suivie par ses amis du parti socialiste, rejeté aujourd'hui malgré lui vers une alliance avec les populaires-démocrates du P.P.D. ?

Un socialisme à la portugaise

" Ce qui se passe ici ne ressemble à rien d'autre, dit-il. Il ne faut pas comparer pour comparer. Il y a une spécificité portugaise. Peut-être sommes-nous présomptueux, mais nous espérons vraiment construire un modèle de société original, un socialisme à la portugaise, qui ne devra rien à personne... "

Trois fois deux ans en Angola : il a réfléchi sur la guerre et sur la honte. Son opinion sur le sala-zarisme était faite. Diplômé en sciences mathématiques, ce militaire aux allures d'universitaire avait songé à tenter sa chance, candidat d'une formation démocratique, aux " élections " de 1969.

Il a gardé son strict costume civil, sa cravate discrète. Le regard vif derrière les verres épais des lunettes est calme. Il constate, avec une pointe d'irritation, la multiplicité des réunions ministérielles. Le lundi, réunion du groupe des Treize. " C'est un nouveau comité : en font partie les cinq ministres militaires du gouvernement, les sept membres de la commission de coordination et le brigadeiro Saraiva de Carvalho... " Mardi et vendredi, conseils des ministres. " Ce n'est pas absolu. En décembre, par exemple, nous n'avons eu qu'un conseil par semaine... " Enfin, le samedi, conférence du conseil des Vingt, organisme suprême depuis décembre du Mouvement des forces armées. Les délibérations sont secrètes. " C'est là, en fait, que sont décidées les grandes orientations. " Ce conseil des Vingt, que la première assemblée plénière des délégués du M.F.A. - trois cents officiers des trois armes - a investi de tous les pouvoirs, est bien le conseil de la révolution du nouveau régime portugais, une sorte de supergouvernement. Sa création reflète la prépondérance actuelle de ce qu'on est tenté d'appeler le " parti militaire ".

Le major en convient, encore qu'il n'aime guère, à l'instar de ses collègues, que l'on compare le M.F.A. " à un parti ". " Mais c'est vrai, les forces armées sont de plus en plus engagées dans la vie et les réalités politiques... " Les impopularités aussi ? " La hausse du coût de la vie suscite des mécontentements. C'est logique. Les Portugais ont cru que le 25 avril débouchait sur l'Eldorado. L'opinion n'est pas préparée. Il faudra que nous expliquions le sens des sacrifices demandés dans ce plan de trois ans que nous préparons... "

" Optimiste et prudent " : c'est aussi la philosophie du commandant Vitor Alves, ministre d'État chargé de l'information et de la défense. Une courte barbe poivre et sel sous des traits burinés de coureur d'océans, le commandant définit la ligne actuelle de la majorité des

membres du M.F.A. comme " progressiste modérée ". Résolu à ne pas dramatiser les querelles entre partis politiques, il juge que la vision de l'étranger est souvent déformée par " des illusions d'optique ". " Pourquoi cette campagne sur le péril communiste ? Le P.C.P. a ses problèmes comme les autres. Il est souvent sur la défensive à l'Université, dans les entreprises... " Le processus de démocratisation engagé au sein des forces armées ? " Ça se passe très bien. Mais n'allez pas imaginer : nous ne supprimons pas les grades. Le Portugal n'est pas la Chine populaire... "

Sereins, sûrs d'eux-mêmes, persuadés qu'ils ont le timon bien en main, les officiers du M.F.A. ne veulent pas laisser confondre " révolution " et " désordre ". " Regardez dans la rue, dit le commandant Concaicao e Silva, ministre de l'information. On ne promène pas les têtes au bout des piques. Nous pouvons faire l'économie de la guillotine. " Marin, avocat, cet autre " militaire en civil " découvre à son nouveau poste les " problèmes " qui avaient tant peiné M. Raul Rego, directeur du journal socialiste Republica, un homme d'ordre, intègre et ennemi du " libertinage ". " Nous devons nous garder des provocations, dit le commandant. La droite diffuse des tracts ignobles. C'est une campagne à l'échelle nationale. Que faire ? Si nous sévissons, ils crieront à la censure. Il y a des limites à la tolérance... "

Les militaires portugais, moitié soldats, moitié universitaires, sont-ils en train de détruire l'image classique de l'armée, " chien de garde de la bourgeoisie au service de l'impérialisme " ?

Une armée " bourgeoise " peut-elle devenir " le bras armé " des travailleurs ? La question n'intéresse pas seulement le Portugal et certains pays du tiers-monde, mais aussi l'Europe, en particulier l'Espagne, où les " jeunes officiers " lorgnent du côté de Lisbonne. Comment expliquer la " surprise " portugaise ?

L'armée, tout d'abord, n'a jamais été absente de la lutte politique et des complots contre Salazar. En 1958, c'est un général, Humberto Delgado, qui soulève l'enthousiasme des foules. Ancien attaché militaire à Washington, il est candidat à la présidence de la République. Il a osé dire : " Si je suis élu, je limoge Salazar... " Deux cent mille personnes l'acclament le 14 mai 1958 à Porto. Trois cent mille à Lisbonne. Il est battu, peu importe ! Les Portugais ont découvert que des militaires " pouvaient être démocrates ". En mars 1959, un certain capitaine Vasco Gonçalves (aujourd'hui général et chef du gouvernement) participe à une conspiration civile et militaire que l'avocat Francisco Souza Tavares, un autre conjuré, qualifiera plus tard de " rébellion morale de l'armée ". Le P.C.P. est d'accord puis se rétracte, Vasco Gonçalves aussi. M. Manuel Serra, actuel dirigeant du Front socialiste populaire, dissident depuis janvier 1975 du P.S. de M. Mario Soares, est dans le coup. Il est arrêté. Il récidive en décembre 1961 à Beja avec le capitaine Varela Gomes, aujourd'hui colonel et chef de la 5e division de l'étatmajor.

Nouvel échec sanglant. Varela Gomes est grièvement blessé et incarcéré à Peniche, la sinistre forteresse où les prisonniers ont parfois de l'eau jusqu'au ventre, comme à Caxias... Actes isolés ? Coups de main " aventuristes " ? Sans doute. Mais ni les communistes, ni les socialistes, ni les leaders des C.D.E. n'ont jamais considéré les forces armées comme " un bloc homogène ". Les multiples contacts secrets entre les " capitaines " et les dirigeants politiques d'une opposition encore clandestine en seront grandement facilités avant le 25 avril.

Deux décisions prises par le régime ont d'ailleurs contribué aux mutations profondes de l'armée. En 1958, l'année du " grand frisson " pour Salazar, l'enseignement devient gratuit à l'Académie militaire et les cadets reçoivent une solde. Réservée aux fils de familles fortunées, l'Académie ouvre alors ses portes aux enfants de la petite bourgeoisie et des classes moyennes. Les " capitaines " du 25 avril 1974 ont fait leurs premières classes cette année-là.

À partir de 1961, la guerre africaine contraint le gouvernement à renforcer les cadres professionnels de l'armée par des appelés de plus en plus nombreux, universitaire sortant des facultés où les idées progressistes triomphent.

La rencontre entre officiers de carrière, exaspérés par les " tours de garde " de plus en plus fréquents en Afrique, et des " milicianos " qui brûlent de les " politiser " est explosive. Le décret-loi de juillet 1973, qui tend à favoriser et à accélérer l'incorporation des " milicianos " en les privilégiant par rapport aux officiers de carrière joue le rôle de détonateur. La première assemblée de jeunes officiers contestataires a lieu en Guinée en août 1973...

Au fil des mois, le mouvement des " capitaines " sera si peu secret que le général Kaulza de Arriaga, chef de file des ultras, songera en décembre 1973 à l'utiliser comme levier contre le gouvernement Caetano, qu'il veut renverser pour " faiblesse dans la conduite de la guerre en Afrique " ! Le putsch de Kaulza échoue. Le général Spinola, héros de Guinée, en a averti le président du conseil. Mais le gouvernement continue de croire que les revendications des jeunes officiers sont purement " professionnelles ", alors que, dans leurs réunions à peine clandestines, les capitaines parlent de " rétablir la démocratie " et de " faire la révolution ".

Et c'est encore le régime qui va favoriser, sans le vouloir, l'extension du mouvement aux trois armes. L'idéologie salazariste, qui a détruit l'esprit de caste, a aussi érodé l'esprit de corps. Les aviateurs, et plus encore les marins, répondent avec enthousiasme aux sondages des " capitaines " de l'armée de terre, seule touchée par la réforme de l'Académie militaire. Ce sont aujourd'hui des fusiliers - marins qui gardent le palais de Sao Bento et contrôlent l'identité des visiteurs. Ils appartiennent à un corps considéré comme sûr et particulièrement fidèle au M.F.A. Les parachutistes, que l'on ne voit guère à Lisbonne, le seraient-ils moins ?

Le temps des complots et des rêves est passé. Les difficultés et les interrogations commencent, les doutes aussi. On a vu sur le Rossio des soldats lever le poing aux côtés des militants du M.R.P.P. (Mouvement pour la reconstruction du parti du prolétariat). En décembre, à Mafra, des cadets se sont insurgés. Plusieurs de leurs camarades avaient été détenus pour avoir distribué des tracts d'une formation d'extrême gauche. Les cadets ont été " cassés " et transférés dans des casernes comme simples soldats. " La discipline, dit le général Saraiva de Carvalho, doit être maintenue. C'est indispensable... " Comment le M.F.A. pourrait-il concilier la discipline et l'exercice quotidien de la révolution ? L'unité des forces armées et l'engagement politique permanent ? Pourra-t-il rentrer dans la mêlée politique sans se salir les mains ?

MARCEL NIEDERGANG

Source : Service d'archives du journal *Le Monde*, disponible sur internet sur :

<http://www.lemonde.fr/recherche/>